

Position de la CI BauernUnternehmen sur

l'initiative populaire «Pour une eau potable propre et une alimentation saine - Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactiques» («Initiative sur l'eau potable»)

NON à la destruction de la production régionale

L'«initiative sur l'eau potable» exige que les subventions et les paiements directs aux agriculteurs soient liés à leurs méthodes de production. Un soutien financier ne sera accordé qu'aux exploitations qui remplissent les trois conditions suivantes: 1) ne pas utiliser de pesticides et de biocides pour le nettoyage et la désinfection; 2) ne pas utiliser d'antibiotiques à titre prophylactique chez les animaux; 3) ne pas acheter d'aliments supplémentaires pour ses animaux. On ne peut élever qu'autant d'animaux que l'on peut nourrir avec les aliments produits au sein de l'exploitation. Les mesures proposées par les initiateurs auront un impact négatif considérable sur la productivité de l'agriculture à l'échelle nationale. Les agriculteurs bio sont eux aussi entièrement concernés par cette mesure. La CI BauernUnternehmen rejette l'«initiative sur l'eau potable».

Affaiblissement de la production régionale

Si les produits phytosanitaires sont interdits, les rendements agricoles vont diminuer en flèche. Pour les huit cultures les plus importantes au monde, la baisse de rendement est en moyenne d'un tiers.¹ Une étude réalisée en Grande-Bretagne conclut que les rendements de l'agriculture biologique sont inférieurs de 40% et qu'elle nécessite 40% de terres supplémentaires pour produire la même quantité de nourriture.² L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) prévoit également des pertes de rendement pouvant atteindre 40% si l'on renonce à l'utilisation de produits phytosanitaires.³ Sans pesticides, les rendements des céréales régionales, du colza, des pommes de terre, des fruits et légumes régionaux vont chuter drastiquement. L'interdiction d'acheter des aliments pour animaux réduit également la production de produits animaux tels que les œufs, la viande de porc et de poulet. Les prix des produits régionaux vont donc augmenter.

Davantage d'importations en provenance de l'étranger

La perte de rendement au niveau national sera compensée par une augmentation des importations en provenance de l'étranger. Les répercussions d'une interdiction des produits phytosanitaires sur la production nationale ont été clairement démontrés l'an dernier par la betterave sucrière. La jaunisse virale, causée par le puceron vert du pêcher, a détruit jusqu'à 50% de la récolte de betteraves. La raison? Un an plus tôt, le «Gaucho», seul produit phytosanitaire efficace, s'est vu retirer son homologation. Conséquence: la production de sucre suisse est réellement menacée. En parallèle, la Suisse importe du sucre produit grâce à l'utilisation du même pesticide qui est autorisé à l'étranger. Sans produits phytosanitaires, les cultures menacent de disparaître les unes après les autres en Suisse. Les cultures telles que la betterave sucrière, le colza ou les pommes de terre sont particulièrement menacées. Et les déficits seront compensés par des importations de l'étranger. C'est toute la production régionale qui en payera les frais.

Sécurité d'approvisionnement en baisse

La principale mission de l'agriculture est d'assurer l'approvisionnement alimentaire de la population. C'est ce que stipule l'article 104 de la Constitution fédérale. Or, l'«initiative sur l'eau potable» entraînera une baisse massive de la production alimentaire à l'échelle nationale et portera ainsi atteinte à l'objectif de sécurité d'approvisionnement inscrit dans la Constitution fédérale. La crise du Covid-19 a encore prouvé l'importance d'un système alimentaire qui fonctionne bien. Les enquêtes montrent aussi clairement que les consommateurs accordent de plus en plus d'importance aux produits locaux. Compter uniquement sur les importations n'est en rien une solution. Car comme nous le savons, en cas de crise, chaque État ne peut compter que sur lui-même.

¹ C. Oerke (2006). Crop losses to pests., Volume 144 , Issue 1 , February 2006 , pp. 31 – 43.

² Smith, L.G., Kirk, G.J.D., Jones, P.J. et al. The greenhouse gas impacts of converting food production in England and Wales to organic methods. Nat Commun 10, 4641 (2019).

³ FAO (2017). The future of food and agriculture. Trends and challenges. <http://www.fao.org/3/i6583e/i6583e.pdf>